

Bundesgericht

Tribunal fédéral

Tribunale federale

Tribunal federal



CH-1000 Lausanne 14  
Dossier n° 11.5.2/24\_2019

Lausanne, le 5 juillet 2019

## Communiqué de presse du Tribunal fédéral

Arrêt du 18 juin 2019 (2C\_809/2018)

### **Pas d'indemnisation due par la Confédération pour l'ancien actionnaire majoritaire et un ancien co-actionnaire d'une banque**

*L'ancien actionnaire majoritaire et un ancien co-actionnaire d'une banque n'ont pas de droit à des dommages-intérêts de la Confédération pour la prétendue perte de valeur de leurs actions consécutive aux comportements illicites du Ministère public de la Confédération et de la surveillance bancaire qu'ils invoquent. Le Tribunal fédéral rejette leur recours interjeté contre l'arrêt du Tribunal administratif fédéral. Le Tribunal fédéral annule le renvoi partiel de la demande en réparation au Tribunal pénal fédéral, prononcé par cette autorité.*

L'actionnaire majoritaire avait fondé la banque avec siège à Zurich en 1998. Il a d'abord occupé les fonctions de président du conseil d'administration, puis de directeur. Dès 2001, la banque a fait l'objet d'une surveillance particulière de la Commission fédérale des banques (CFB ; aujourd'hui, Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers, FINMA). En 2003, le Ministère public de la Confédération (MPC) a ouvert une enquête pour soupçon de blanchiment d'argent qualifié contre l'intéressé. Celui-ci a été arrêté en décembre 2003. En parallèle, la CFB a pris des mesures de surveillance à l'encontre de la banque et a mandaté une société d'audit comme observatrice dans celle-ci. En 2004, les actionnaires de la banque ont approuvé sa vente. En 2010, le MPC a mis en accusation l'ancien actionnaire majoritaire pour blanchiment d'argent

qualifié et d'autres délits. En 2011, le Tribunal pénal fédéral a classé en un point la procédure et a acquitté l'intéressé pour le reste.

En 2012, l'ancien actionnaire majoritaire et un ancien co-actionnaire ont réclamé des dommages-intérêts à la Confédération d'environ 16,2 millions, respectivement 1,1 million de francs. Ils ont motivé leurs demandes en indiquant que le comportement illicite de la CFB, du MPC, de la Police judiciaire fédérale et de la société d'audit ne leur ont pas laissé d'autre choix que de vendre leurs actions dans l'urgence. Le prix de vente obtenu avait alors été largement inférieur à leur valeur. Le Département fédéral des finances (DFF) n'est pas entré en matière sur une partie des actions en responsabilité et les a rejetées pour le surplus. En 2018, le Tribunal administratif fédéral a rejeté le recours formé par les intéressés. Il a confirmé l'avis du DFF voulant que la demande de dommages-intérêts de l'ancien actionnaire majoritaire en lien avec l'illicéité du comportement du MPC invoquée ne devait pas être examinée au regard de la loi fédérale sur la responsabilité de la Confédération, des membres de ses autorités et de ses fonctionnaires (LRCF), mais du code de procédure pénale. L'examen correspondant tombait ainsi dans la compétence du Tribunal pénal fédéral, auquel la cause devait être transmise sur ce point. Au surplus, le Tribunal administratif fédéral a estimé que les conditions du droit à la réparation n'étaient pas remplies pour les prétentions qui devaient être appréciées selon la LRCF.

Le Tribunal fédéral rejette le recours des intéressés. Il annule le renvoi partiel de la cause au Tribunal pénal fédéral, prononcé par le Tribunal administratif fédéral, car la totalité des demandes en dommages-intérêts peut être invoquée sous l'angle de la LRCF et aurait ainsi pu être soumise au Tribunal administratif fédéral. Au regard de la LRCF, l'ensemble des prétentions en dommages-intérêts sont infondées. En vertu des principes du droit de la responsabilité suisse — selon lesquels, des limites raisonnables à la responsabilité doivent être posées — seule la personne qui est directement touchée par le comportement illicite et qui subit un dommage direct dans ses biens a, en principe, droit à l'indemnisation de son dommage. Dans les autres cas, il existe un dommage dit indirect qui n'entraîne en principe pas d'obligation d'indemnisation. Des exceptions sont possibles lorsque la personne est atteinte dans ses droits absolus, comme, par exemple, dans son intégrité physique ou psychique, ce qui n'est en l'occurrence pas le cas. Dans le cas du dommage invoqué, il s'agit bien plus de pertes occasionnées par une diminution de la valeur des actions et ainsi, d'un pur dommage pécuniaire. Selon la jurisprudence, seule la société est alors directement lésée. L'actionnaire, comme détenteur de parts, ne subit en revanche qu'un dommage indirect qui n'est pas indemnisable. Le Tribunal fédéral n'avait ainsi pas à se prononcer sur la prétendue illicéité du comportement des autorités.

**Contact :** Peter Josi, Chargé des médias  
Tél. +41 (0)21 318 91 53; Fax +41 (0)21 323 37 00  
Courriel : [presse@bger.ch](mailto:presse@bger.ch)

**Remarque** : Le communiqué de presse sert à l'information du public et des médias. Les expressions utilisées peuvent différer du libellé de l'arrêt. Pour la jurisprudence, seule la version écrite de l'arrêt fait foi.

L'arrêt est accessible à partir du 5 juillet 2019 à 13:00 heures sur [www.tribunal-federal.ch](http://www.tribunal-federal.ch) :  
*Jurisprudence > Jurisprudence (gratuit) > Autres arrêts dès 2000 > entrer 2C\_809/2018.*